

Initiatives ministérielles

M. Tobin: Monsieur le Président, le député en face me demande en beuglant pourquoi je ne dis pas cela à Clyde Wells.

Ce que je dis en toute modestie, c'est ce que pensent de nombreux Canadiens au plus profond de leur cœur. Des millions de Canadiens ont l'impression que le Canada, ce grand navire sur lequel ils sont tous passagers, est à la dérive, en pleine tempête, sur un vaste océan houleux. Ces 26 ou 27 millions de passagers canadiens se font balloter de babord à tribord et ont le mal de mer. Ils veulent sentir que quelqu'un prend les commandes. Ils veulent encore une fois une main sûre à la barre. Ils veulent un chef qui proposera une nouvelle orientation pour ce pays. Ils veulent un capitaine qui saura sortir le navire de la tempête et le ramener à bon port.

Lorsqu'ils voient le premier ministre, le capitaine, à qui ils ont confié la tâche de diriger le navire de l'État pendant les deux prochaines années, les deux années qu'il reste dans le mandat, lorsqu'ils le voient flotter dans l'indécision, coincé dans son carré sous le pont, incapable de prendre de nouvelles orientations pour le Canada, incapable de se faire entendre au Québec, au nom du reste du Canada, à une période critique, les habitants de notre pays souhaiteraient trouver un moyen de jeter ce capitaine par dessus bord, souhaitant que les eaux soient infestées de requins, car le Canada a besoin de repartir à zéro. Il a besoin d'un nouveau capitaine à bord du navire de l'État.

Il a besoin d'une nouvelle orientation et l'on ne peut la trouver dans un gouvernement qui continue d'édulcorer les institutions nationales, d'arracher le cœur et l'âme de la Société Radio-Canada, de dépouiller de tout mandat national la Loi sur la radiodiffusion et, face à la crise nationale, de nous donner ces réponses insignifiantes et pitoyables, comme le groupe de consultation Spicer.

Les Canadiens savent que leur pays est en crise. Ils connaissent la gravité de la situation. Ils savent que le défi posé par l'unité du pays est immense, peut-être encore plus que jamais auparavant dans notre histoire, mais ils croient qu'il vaut la peine de lutter pour leur pays. Ils croient qu'il vaut la peine de lutter pour la cause des Québécois et de ceux qui se sont tournés vers le Parti réformiste du Canada, et ils veulent un chef pour les rallier à cette cause. Plus tôt nous aurons un chef de ce genre, mieux ce sera pour notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour parler d'une question très importante pour beaucoup de Canadiens: l'unité. Il y en a parmi nous qui ont choisi le Canada et qui sont venus s'établir par choix dans notre grand pays.

M. Gustafson: Ils l'ont détruit.

M. Karygiannis: Mon honorable collègue d'en face dit qu'ils l'ont détruit. Je le conteste, car je suis venu dans ce pays il y a 20 ans pour contribuer à sa prospérité, et je ne pense certes pas être venu pour le détruire.

M. Gustafson: Demandez-le à Wells.

M. Karygiannis: Je n'ai pas besoin de le demander à Wells, je peux le demander à mon père qui a pris la décision de venir s'établir dans notre grand pays, et si vous, monsieur, croyez que je n'ai pas ma place ici, vous vous trompez.

En l'an 2 000, la moitié de la population canadienne sera formée de personnes qui ne sont ni d'origine française, des gens du Bloc québécois pensent avoir dans leur poche, ni d'origine anglaise. Elle sera formée de personnes appartenant à d'autres minorités. Elle sera formée de personnes venant d'Europe, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est.

Quand ces personnes viendront ici, allons-nous leur demander de suivre l'exemple du Bloc québécois? Allons-nous leur demander pourquoi elles ne hissent pas leur petit drapeau et ne déclarent pas leur souveraineté sur cette partie du Canada? Eh bien, je le dis à mon honorable collègue du Québec, ce n'est pas ce que les nouveaux-venus veulent faire. Ils sont venus ici en quête d'un meilleur avenir comme l'ont fait vos ancêtres, monsieur le Président, et comme l'a fait mon père. Or nous observons aujourd'hui dans notre grand pays une tendance au démembrement. On veut déchirer le pays.

• (1610)

Nous avons le Parti réformiste dans l'Ouest qui prétend vouloir devenir un parti national; pourtant, sa constitution ne lui permet pas de présenter des candidats dans d'autres régions du pays. Nous avons le Bloc québécois qui tient seulement à avoir ses 37 p. 100 au Québec. Il y a un parti qui se porte à la défense du Canada et un parti qui lutte pour le Canada.

Nous écoutons et nous regardons les émissions de Radio-Canada. Il y a des heures de faible écoute le matin en fin de semaine. Pensez-vous, monsieur le Président, que le ministre des Communications va proposer aux groupes ethniques de les utiliser? Dans la région du grand Toronto et dans d'autres régions, nous avons MTV qui se caractérise par sa programmation multiculturelle.